



favorable to a change of their statute. It is the governmental will, but also that of some Mauritian judicial officers and especially that of the various Ministers for justice who followed one another which brought the National chamber of the judicial officers of France (NCJO) and the UIHJ to become interested in the development of a new statute of the judicial officer for Mauritius.

On several occasions at the request of Jean-Pierre Michel, representatives of the successive boards of the French chamber travelled to Mauritius. Bernard Menut, 1<sup>st</sup> vice-president of the UIHJ, paid several visits in the island, both as a representative of the CNHJ and the UIHJ. During a visit of the former president of the CNHJ, Guy Duvelleroy, in The Reunion, the French delegation had gone in the Island to meet our Mauritian fellow-members. France had then written some "Proposals for a statute of the liberal judicial officer of Mauritius". A copy of this document was given by Jean-Pierre Michel to the Minister for justice.

### The Governmental will to turn the statute of the Mauritian judicial officer to a liberal statute

At the time of the interview of 24 September, Harold Iyempermal made the usual presentations. Anil Seewoonarain recalled that the judicial officer became civil servant in Mauritius only since 1952. Before, his statute was thus liberal. Mr. Varma mentioned straight away "the governmental will to turn the statute of the Mauritian judicial officer to a liberal statute". Jean-Pierre Michel evoked the various activities of the French judicial officer and pointed out the various financial advantages which a liberalization of the statute of the judicial officer would bring, not only for the judicial officers themselves but for the Mauritian government. Our fellow-member insisted on the training of the judicial officer in charge of the enforcement and also on an optimized and cost-effective service of justice, especially in the enforcement of legal decisions. He stressed that at European level, there is a trend towards a harmonization of the statute and the rules governing enforcement of legal decisions. Emphasis was put on the actions carried out by the UIHJ throughout the world, as on the number of countries which composes it, currently 73. He added that the action of the UIHJ at international level related to the idea to promote a model of the "French-Benelux" judicial officer. The UIHJ thus works, he continued, to help the countries to set up a liberal enforcement professional, with an adequate and sufficient legal training, but also to defend the interests of this profession and finally to contribute to its expansion and its perennality worldwide.

### An influential model for all the Indian Ocean

The Minister for justice however had some reservations concerning a brutal change of statute, many civil servants judicial officers being opposed to liberalization. He explained that, according to him, the two statutes of judicial officers would initially mix, those with a liberal statute and those who would remain civil servant. Harold Iyempermal conceded to him that the liberal statute could only be optional initially. The adoption of the liberal statute would be thus a choice for the judicial officers in exercise.

The Minister for justice insisted on the necessary modernization of the legal institution of Mauritius, with in mind to become an influential model on all the Indian Ocean. The Minister and Mr. Madhub announced that they were going to organize a conference, whose date remains to set, with all the representatives of the legal world of Mauritius: the Chief Judge and other judges, the members of the public prosecutor's Department, the solicitors, the notaries, the lawyers and naturally the judicial officers. He cordially invited the representatives of the UIHJ to take part in it.

## Formation des huissiers de justice togolais des 21 au 25 mars 2011

Deux experts de l'ENP se sont rendus à Lomé (Togo) des 21 au 25 mars 2011 afin de délivrer une formation pour l'ensemble des huissiers de justice du Togo dans un cadre d'un programme financé par l'Union européenne et organisé avec la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo, l'ENP et l'ambassade de France au Togo

### Se former est une nécessité

Une première mission de formation, assurée par Anne Kérisit, huissier de justice à Douarnenez (France), expert de l'Ecole nationale de procédure de Paris (ENP) et membre honoraire de l'UIHJ, s'était déroulée à Lomé des 23 au 30 mai 2009. Cette formation entrait dans le cadre du programme de modernisation de la justice du Togo. Elle avait abordé les thèmes suivants : ouverture et gestion des dossiers, statut et activités des huissiers de justice, déontologie et responsabilités, et règles comptables.

Cette année, la formation était assurée à nouveau par Anne Kérisit, ainsi que par Mathieu Chardon, expert ENP et 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ. Nos confrères togolais souhaitaient aborder trois thèmes principaux : la signification des actes, les assignations et l'injonction de payer.

Il faut saluer la parfaite organisation de ces cinq journées de formation, grâce aux efforts fournis par Jean-Philippe Seval, magistrat détaché à l'ambassade de France au Togo, toujours présent et disponible, et par la Chambre nationale togolaise, représentée par son président, André Sama Botcho.

La quasi-totalité des 160 huissiers de justice, venus de tout le territoire, ont répondu présent à l'appel, démontrant ainsi leur profond intérêt pour la formation.

L'événement étant, il faut le reconnaître, exceptionnel, une cérémonie officielle d'ouverture a été organisée, pour lui offrir une couverture médiatique de premier plan. La cérémonie était placée sous l'égide du ministère de la justice, représentée par Yacoubou Agnina, directeur de cabinet du ministre de la justice nouvellement nommé, Biossey Kokou Tozoun. Ont également participé André Sama Botcho, Mathieu Chardon et Anne Kérisit, Guido Carrara, représentant de l'Union européenne, Cyrille Le Déaut, représentant l'ambassade de France au Togo, ainsi que Pierrette Guillaume Gayibor, directrice du Centre de formation des professions de justice.

Dans son discours de bienvenue, André Sama Botcho a insisté sur le rôle de l'huissier de justice, basé sur la signification des actes, l'exécution des décisions de justice et le service auprès des juridictions. « C'est un métier d'autorité dont la discipline est confiée à la Chambre nationale des huissiers de justice » a précisé notre confrère. Pour éviter les dérives, a-t-il poursuivi, « il est important de mettre l'accent sur la formation ». Le président Sama Botcho a chaleureusement remercié l'ENP et ses experts, Jean-Philippe Seval et l'ambassade de France, ainsi que l'Union européenne pour son appui matériel et financier. Enfin, il a remercié le garde des sceaux, ministre de la justice pour son soutien. Cyrille Le Déaut a exprimé son plaisir de poursuivre la collaboration initiée en 2008 avec l'ENP et la chambre togolaise. « Les huissiers de justice sont des



*officiers ministériels indispensables au fonctionnement quotidien de la justice* » a-t-il souligné. M. Carrara a rappelé que l'Union européenne a consacré un budget de huit millions d'euros pour appuyer le programme de modernisation de la justice en 2005 et que cette formation rentrait dans le cadre de ce programme. « *Le bon fonctionnement de la justice et son indépendance sont à la base de tout progrès* » a-t-il observé. Enfin, Yacoubou Agnina a félicité la chambre togolaise et son président pour avoir su mobiliser l'ensemble de la profession. « *Se former est une nécessité. Il n'y a pas de compétence sans formation et il faut s'engager dans une démarche qualité grâce à la formation* » remarqua-t-il. Le directeur de cabinet a remercié les formateurs d'avoir fait le déplacement jusqu'au Togo et a marqué le soutien du ministre de la justice au « *professionnalisme des acteurs du monde judiciaire* ».

### Approfondir les connaissances

Pendant cinq journées intenses, les trois thèmes ont été développés par les deux formateurs. Malgré une disparité manifeste de niveaux entre les confrères, une formation approfondie a pu être délivrée aux deux groupes constitués. Mathieu Chardon et Anne Kérisit ont pu mesurer et apprécier la volonté tenace de nos confrères d'approfondir leurs connaissances afin de progresser. Les journées de formation ont également donné lieu à des échanges sur les pratiques des huissiers de justice togolais et ainsi les confronter aux exigences du Code de procédure civile togolais et aux actes uniformes de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada), en particulier l'acte uniforme relatif aux procédures civiles d'exécution.

La nécessité de se former est une réalité. D'ailleurs, la mission des formateurs a aussi consisté à constituer, avec la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo, un groupe d'une douzaine de confrères et consœurs motivés dans le but de préparer la formation des formateurs pour permettre une pérennisation de la formation au Togo. Une réunion informelle s'est tenue le 22 mars pour jeter les bases d'une structure togolaise de formation de formateurs. Les experts ENP ont indiqué que l'ENP de Paris se tenait à leur disposition pour envisager des formations de formateurs.

Dans le même sens, une réunion a été organisée le 23 mars dans les locaux du Centre de formation des professions de justice, à Lomé, avec sa directrice, Pierrette Guillaume Gayibor. Ce centre de formation a pour objet de former les membres des professions de justice : magistrats, greffiers, officiers ministériels, officiers de police judiciaire, ou encore les agents administratifs pénitentiaires. Cette réunion à laquelle a participé M. Seval, a permis d'évoquer la possibilité de mettre en place un partenariat entre ce centre et l'ENP de Paris.

Les bases d'une collaboration sont jetées concernant la formation des huissiers de justice togolais. Il reste à consolider cette base et créer, pourquoi pas, des émules dans les autres pays de la zone Ohada.

## Training of Togolese judicial officers 21 to 25 March 2011

Two experts from the ENP went to Lome (Togo) from 21 to 25 March 2011 to deliver training for all judicial officers of Togo in a program funded by the European Union and organized with the National Chamber of Judicial Officers of Togo, the ENP and the French Embassy in Togo



### Training is a Necessity

A first training mission, provided by Anne Kérisit, judicial officer in Douarnenez (France), expert of the National School of Procedure of Paris (ENP) and an honorary member of the UIHJ, took place in Lomé from 23 to May 30, 2009. This training was part of the modernization of justice in Togo. She discussed the following topics: Opening and records management, status and activities of judicial officers, ethics and responsibilities, and accounting rules.

This year, training was again provided by Anne Kérisit, and by Mathieu Chardon, ENP expert and 1 secretary UIHJ. Our Togolese colleagues wanted to address three main topics: the service of documents, documents initiating proceedings and orders for payment.

We must salute the excellent organization of these five training days, thanks to the efforts of Jean-Philippe Seval, detached magistrate at the French Embassy in Togo, always present and available, and by the National Chamber of Togo, represented by its President, André Sama Botcho.

Almost all of the 160 judicial officers from throughout the territory responded to the call, showing their deep interest in training.

The event is, admittedly, exceptional, and a formal opening ceremony was organized to give it maximum media coverage. The ceremony was held under the auspices of the ministry of Justice, represented by Yacoubou Agnin, Director of Cabinet of the newly appointed Minister of Justice, Biossey Kokou Tozoun. André Sama also Botcho also participated, as well as Mathieu Chardon and



Pendant la cérémonie d'ouverture, de G. à D. : Pierrette Guillaume Gayibor, directrice du Centre de formation des professions de justice, Cyrille Le Déaut, représentant l'ambassade de France au Togo, Yacoubou Agnina, directeur de cabinet du ministre de la justice du Togo, Guido Carrara, représentant de l'Union européenne, André Sama Botcho, président de la Chambre nationale des huissiers de justice du Togo, Anne Kérisit, expert ENP, Mathieu Chardon, 1<sup>er</sup> secrétaire de l'UIHJ, expert ENP - During the opening ceremony, from L. to R.: Pierrette William Gayibor, Director of the Training Centre for the professions of justice, Cyrille Le Déaut, representing the French Embassy in Togo, Yacoubou Agnin, Director of Cabinet of the Minister for Justice of Togo, Guido Carrara, representative of the European Union, André Sama Botcho, president of the National Chamber of the Judicial Officers of Togo, Anne Kérisit, ENP expert, Mathieu Chardon, 1<sup>st</sup> Secretary of the UIHJ, ENP expert